

Note de synthèse



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Développements mondiaux

Développements du marché de l'UE

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille en Afrique orientale et australe

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille en Afrique de l'Ouest et centrale

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille dans les Caraïbes et le Pacifique

3. Implications pour les pays ACP

Concilier l'utilisation des instruments de politique commerciale avec les engagements des accords commerciaux

Vers la formulation d'une politique commerciale régionale de la volaille

Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de la volaille

Établir des normes régionales d'hygiène et de qualité harmonisées

Règles d'origine pour la volaille régionale

Secteur de la volaille

1. Contexte et principaux enjeux

La note de synthèse sur la volaille de 2013 soulignait le rôle crucial joué par la politique commerciale dans le développement du secteur de la volaille, ainsi que la question de l'impact de la protection du marché intérieur sur la compétitivité des exportations.

« L'Afrique se développe comme un marché pour les exportations de volaille – l'UE joue un rôle majeur dans ce commerce »

La demande mondiale de viande de volaille est en hausse, et devrait soutenir les niveaux de prix actuels. L'Afrique se développe comme un marché pour les exportations de volaille, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana et le Bénin en tête. L'UE joue un rôle majeur dans ce commerce, grignotant des parts de marché aux dépens des États-Unis et du Brésil. La décision de l'UE de supprimer les restitutions à l'exportation sur la viande de volaille – tout en conservant le système à

des fins de gestion des crises (voir article Agritrade « [L'UE fixe les restitutions à l'exportation de volaille à zéro](#) », 23 septembre 2013) – n'aura aucun impact sur ce commerce, puisque des restitutions n'ont jamais été versées pour les exportations de morceaux de volaille vers les pays ACP.

En 2012/13, les importations de viande de volaille ont causé des inquiétudes majeures en Afrique australe. Les réponses politiques allaient de l'utilisation de sauvegardes spéciales et des mesures de protection des industries naissantes à la pleine utilisation des plafonds consolidés. Des préoccupations similaires sont réapparues en Afrique de l'Est, en particulier en ce qui concerne les importations du Brésil.

En Afrique de l'Ouest, des priorités nationales et des approches politiques différentes du développement du secteur de la volaille ont débouché sur

l'émergence de défis commerciaux régionaux sérieux. Par exemple, les exportations en hausse de volaille de l'UE vers le Bénin sont principalement destinées au marché nigérian, ce commerce transfrontalier informel minant les efforts de développement du secteur de la volaille du Nigeria et présentant des risques sérieux pour la santé. Le débat sur l'harmonisation régionale de la politique du secteur de la volaille devrait s'intensifier en Afrique de l'Ouest, étant donné les initiatives prises en vue de l'établissement d'un tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans les Caraïbes – qui se retrouvent prises en étau entre deux grands exportateurs (Brésil et États-Unis) – une politique commerciale régionale active en matière de volaille est poursuivie pour promouvoir la production intérieure de volaille. Bien que cela implique des niveaux élevés de protection tarifaire, les importations de viande de volaille continuent d'augmenter. Cela a conduit à mettre l'accent en termes de politiques sur le développement de chaînes d'approvisionnement intra-régionales pour l'alimentation animale, dans le but de réduire les coûts de production et d'améliorer la compétitivité de la production de volaille régionale. Plus récemment, le Suriname et le Guyana ont envisagé d'autres sources potentielles pour l'alimentation de la volaille.

Dans le Pacifique, les importations de volaille inquiétaient tout particulièrement la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), les producteurs nationaux ayant essayé de faire un amalgame entre les préoccupations sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les préoccupations protectionnistes pour promouvoir une protection tarifaire plus importante. Les nouveaux

accords commerciaux intra-régionaux ont permis à des investisseurs étrangers dans le secteur de la volaille de Fidji de tirer profit des préférences tarifaires régionales. Des pourparlers ont été lancés pour faire de Fidji une plate-forme pour la distribution de la volaille brésilienne à travers la région. Cela a soulevé des questions importantes concernant les règles d'origine du secteur de la volaille au sein des accords commerciaux régionaux des pays ACP du Pacifique.

Globalement, en ce qui concerne les pays ACP, l'examen du secteur de la volaille 2012/13 a souligné :

- la nécessité de concilier les intérêts divergents entre consommateurs et producteurs et entre petits et grands producteurs ;
- l'impact croissant des accords commerciaux sur la possibilité d'élaborer une politique commerciale nationale et régionale pour le secteur de la volaille ;
- la nécessité d'aborder les défis posés par le commerce de morceaux de volaille surgelés ;
- les défis rencontrés pour gérer les relations commerciales régionales étant donné les politiques nationales divergentes dans le secteur de la volaille ;
- l'importance de ne pas faire un amalgame entre préoccupations SPS et protectionnistes.

2. Récents développements

Développements mondiaux

D'après la FAO, la production mondiale de volaille, « après une croissance limitée en 2013 », « devrait augmenter de 1,6 % pour atteindre 108,7 millions de tonnes en 2014 ». Ce phénomène devrait surtout concerner les économies développées, la baisse de la production chinoise (– 1,7 %) entraînant dans sa chute la croissance de la production dans les pays en développement. La production de volaille des États-Unis devrait augmenter de 1,8 % et de 0,8 % dans l'UE (voir article *Agritrade* « [Appel à un maintien de la protection du secteur de la volaille de l'UE](#) », 6 avril 2014). Le Brésil et le Mexique devraient eux aussi enregistrer quelques gains de production, tandis que la production en Russie et en Inde devrait croître de 8 % et 6 % respectivement.

Le commerce mondial de viande de volaille a doublé au cours de la dernière décennie, cette croissance s'étant ralentie en 2012 et 2013 et une augmentation de 2,4 % étant prévue pour 2014. Les quatre principaux exportateurs sont le Brésil, les États-Unis, l'UE et la Chine. Les exportateurs secondaires sont la Thaïlande, la Turquie, l'Argentine, l'Ukraine et le Belarus.

Les exportateurs de l'UE, des États-Unis et du Brésil sont généralement les principaux concurrents sur les marchés africains, tandis que les États-Unis et le Brésil sont les principales sources d'importations dans les Caraïbes. Dans le Pacifique, l'Australie et le Brésil sont les principales sources de viande de volaille impor-

tée. S'agissant des exportateurs secondaires, bien que les exportateurs argentins se soient traditionnellement concentrés sur les marchés latino-américains, la FAO affirme que ce spectre est actuellement élargi pour cibler les marchés chinois et sud-africain, entre autres.

Entre 2009 et 2013, l'indice des prix de la viande de volaille de la FAO est passé de 162 en 2009 à 206 en 2013 (+ 27 %). Toutefois, depuis le troisième trimestre de 2013, les prix de la viande de volaille ont chuté, pour se stabiliser en 2014 à un indice de 189, soit 16,7 % au-dessus du niveau de prix de 2009. D'après les prévisions de la CE, après une baisse de 8,4 % en 2014, les prix mondiaux de la viande de volaille devraient lentement remonter aux niveaux de 2013 en 2019, avant de dépasser les niveaux de 2013 de 4,1 % à l'horizon 2023. Les prix de l'UE devraient eux aussi suivre une tendance similaire, mais rester en tout état de cause supérieurs de 91 % aux prix du marché mondial (voir article *Agritrade* « [Croissance continue des exportations de viande de volaille de l'UE ciblant certains marchés africains](#) », 3 mars 2014).

« Les quatre principaux importateurs d'Afrique subsaharienne représentent plus de 70 % des importations totales d'Afrique subsaharienne de viande de volaille »

Les quatre principaux importateurs d'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud, Angola, Ghana et Bénin) représentent plus de 70 % des importations totales d'Afrique subsaharienne de viande de volaille (voir article *Agritrade* « [Le TEC de la CEDEAO finalement adopté tandis que les organisations de producteurs expriment des craintes](#) », 22 avril 2013). En 2014, les importations africaines

de viande de volaille devraient augmenter de 4,8 %, soit le double de la hausse mondiale (2,4 %). Cela traduit la demande croissante des consommateurs en Afrique. Depuis 2000, la part de l'Afrique subsaharienne dans les importations totales de viande de volaille est passée de 4 % à 10 %. En conséquence, « l'Afrique joue un rôle de plus en plus important dans les importations de viande de volaille fraîche/congelée » (voir article *Agritrade* « [Les exportations de volaille vers l'Afrique continuent d'augmenter](#) », 19 janvier 2014).

« La part des importations dans la consommation de viande de volaille de l'Afrique devrait augmenter de plus de 16 % entre 2005 et 2007 à environ 24 % en 2030 »

D'après une analyse de l'International Livestock Research Institute (ILRI), la part des importations dans la consommation de viande de volaille de l'Afrique devrait augmenter de plus de 16 % entre 2005 et 2007 à environ 24 % en 2030, à condition de mobiliser les investissements nécessaires dans la production de volaille africaine.

Développements du marché de l'UE

Tendances de la production et des exportations de volaille de l'UE

La consommation et la production de viande de volaille dans l'UE ne cessent d'augmenter, malgré une hausse des coûts de production. La chute des prix des céréales de l'UE, depuis le premier trimestre 2013, devrait cependant doper la rentabilité de la production de volaille de l'UE et réduire les prix à l'exportation de la viande de volaille de l'UE vers

les marchés d'Afrique subsaharienne en 2014 (voir les articles *Agritrade* « [Croissance continue des exportations de viande de volaille de l'UE ciblant certains marchés africains](#) », 3 mars 2014, et « [Une croissance ininterrompue des exportations de viande de volaille de l'UE vers l'Afrique est prévue](#) », 24 novembre 2013).

« Entre 2010 et 2013, les exportations de l'UE de viande de volaille ont augmenté de 13 %, ces exportations étant de plus en plus axées sur les marchés africains »

Bien que la FAO affirme que les quatre principaux exportateurs n'ont enregistré qu'une croissance limitée ces dernières années, cela n'est pas le cas de l'UE. Entre 2010 et 2013, les exportations de l'UE de viande de volaille ont augmenté de 13 %, ces exportations étant de plus en plus axées sur les marchés africains (voir article *Agritrade* « [Les exportations de volaille vers l'Afrique continuent d'augmenter](#) », 19 janvier 2014). Les initiatives politiques du gouvernement russe visant à développer la production locale devraient réduire les exportations de viande de volaille de l'UE vers la Russie en 2014 à « moins de la moitié du volume de la mi-2000 ». Par conséquent, si les tensions politiques avec la Russie se cristallisent, les exportations de volaille de l'UE vers la Russie pourraient chuter bien plus vite que ce que ne le prévoit la FAO. Les marchés africains pourraient ainsi gagner en importance pour les exportateurs européens de viande de volaille.

En décembre 2013, la CE avait prédit une hausse de la production et de la consommation dans l'UE entre 2012 et 2023, de 7,4 % et 6,8 % respectivement, et une hausse de 9,1% des exportations.

Tableau : Bilan du marché de la viande de volaille de l'UE-28 (en milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	2003 ¹	2007 ²	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2023 ³
Net production	10 842	11 466	12 182	12 384	12 638	12 850	12 950	13 034	13 602
Total consumption	10 514	11 526	11 829	11 925	12 166	12 338	12 442	12 514	13 013
Per capita consumption (kg)	23.0	23.4	20.6	20,8	21,1	21,4	21,5	21,6	22,08
Imports	641	824	796	831	841	788	785	785	855
Exports	969	729	1 150	1 290	1 313	1 300	1 293	1 305	1 445

Sources : CE, « Short term outlook for arable crops, meat and dairy markets in the European Union », hiver 2014.

1 UE-25 : CE, « Prospects for agricultural markets and income 2005–2012 », juillet 2005.

2 UE-27 : CE, « Prospects for agricultural markets and incomes in the European Union 2008-2015 », mars 2009.

3 CE, « Prospects for agricultural markets and incomes in the EU 2013-2023 », décembre 2013.

Politiques commerciales de l'UE et compétitivité des exportations

Une étude financée par l'Association of Poultry Processors and Poultry Trade a mis en lumière les coûts inférieurs de la production de volaille en Argentine, au Brésil, en Ukraine, aux États-Unis, en Thaïlande et en Russie (71 %, 72 %, 77 %, 80 %, 84 % et 92 % respectivement des coûts de production moyens de l'UE). Les différences de coûts ont été attribuées aux normes plus strictes de l'UE, qui requièrent le maintien d'une politique commerciale protectrice de l'UE (voir article *Agritrade* « [Appel à un maintien de la protection du secteur de la volaille de l'UE](#) », 6 avril 2014). Ce régime d'accès au marché géré par des contingents tarifaires implique un système sophistiqué de quotas d'importation à droits nuls ou réduits, spécifiques aux produits et aux pays.

Malgré l'émergence d'une demande supplémentaire des consommateurs de 640 000 tonnes entre 2007 et 2012, ainsi que la structure de coûts plus faibles des principaux fournisseurs des pays tiers potentiels, les importations de viande de volaille vers l'UE ont augmenté de seulement

17 000 tonnes. Cette réponse limitée des importations reflète le volume négligeable d'importations intervenant en dehors des quotas. En revanche, entre 2007 et 2012, les exportations de volaille de l'UE ont augmenté de 584 000 tonnes en dépit des coûts plus élevés de la production de volaille de l'UE. Les exportations de morceaux de volaille à plus faible valeur vers les marchés africains représentaient une grande partie de cette croissance des exportations. Aussi, alors que les exportations de viande de volaille de l'UE entre 2007 et 2012 ont progressé de 80 %, les exportations vers le Bénin et le Ghana ont enregistré une hausse de 119 % et 138 % respectivement.

« Le régime commercial de l'UE aide à soutenir les prix de la volaille de l'UE et la croissance continue des exportations de volaille de l'UE »

L'analyse suggère que le régime commercial de l'UE aide à soutenir les prix de la volaille de l'UE en augmentant les prix moyens à l'importation à un niveau supérieur à la moyenne des prix de la volaille de l'UE. En revanche, le prix de vente des exportations de volaille de l'UE (principalement des morceaux de volaille) n'atteint que

68 % des prix intérieurs de l'UE pour la viande de volaille et 55 % du prix moyen des importations de volaille (la valeur moyenne des ventes intérieures de l'UE est de 2,46 €/kg, celle des importations de 2,61 €/kg et celle des exportations de 1,44 €/kg). D'après le département américain de l'agriculture (USDA), la croissance continue des exportations de volaille de l'UE doit beaucoup au fait que les producteurs de volaille peuvent répercuter les hausses des coûts sur les consommateurs nationaux, sans devoir augmenter la part de marché des importations. Cela signifie que les exportateurs de l'UE peuvent maintenir des prix compétitifs sur les marchés d'exportation (voir articles *Agritrade* « [Appel à un maintien de la protection du secteur de la volaille de l'UE](#) », 6 avril 2014, et « [Une croissance ininterrompue des exportations de viande de volaille de l'UE vers l'Afrique est prévue](#) », 3 mars 2014).

Une question se pose dès lors : en l'absence du régime de protection actuel, les prix de la viande de volaille de l'UE ainsi que les volumes de production et d'exportation atteindraient-ils des niveaux aussi élevés ?

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille en Afrique orientale et australe

Hausses des droits consolidés, contraintes des ALE de l'UE et utilisation des sauvegardes

En Afrique australe, en 2013/14, le principal développement politique dans le secteur de la volaille avait trait aux changements dans le régime d'importation sud-africain. Entre 2010 et 2012, les importations de volaille sud-africaines ont augmenté de 48 %, pour atteindre un volume équivalent à 26,6 % de la production nationale. Ceci a entraîné un ralentissement de la croissance de la production de volaille sud-africaine, de 6 % par an entre 2004 et 2008 à à peine 1,6 % en 2013 (voir article *Agritrade* « [Les problèmes du secteur de la volaille sud-africain aggravés par la hausse des exportations de l'UE](#) », 15 avril 2013). Pour répondre à cette situation, le gouvernement a revu son utilisation des sauvegardes spécifiques, qui avaient été initialement utilisées contre les importations des États-Unis et par la suite du Brésil.

Le 5 août 2013, l'International Trade Administration Commission (ITAC) d'Afrique du Sud a recommandé une « hausse des droits d'importation sur cinq produits de la volaille », les droits des nations les plus favorisées ayant été augmentés formellement à compter du 1^{er} octobre 2013. Les droits de douane reflétaient les efforts du gouvernement visant à développer un système plus complet de protection tarifaire, tout en essayant de concilier les intérêts des consommateurs et des producteurs ; les hausses tarifaires les plus importantes ciblaient les produits consommés par des consomma-

teurs à revenu élevé, et les hausses tarifaires les plus faibles ont été appliquées à des produits consommés par les ménages plus modestes (voir article *Agritrade* « [L'Afrique du Sud augmente de manière sélective les droits de douane sur cinq produits à base de volaille au sein des plafonds consolidés de l'OMC](#) », 17 novembre 2013).

Bien que la mise en œuvre de ces hausses tarifaires se soit traduite en 2013 par une baisse des importations de viande de volaille de 4,3 % (Brésil – 9,5 %), du fait que les fournisseurs de l'UE étaient exclus des hausses tarifaires, les importations en provenance de l'UE ont continué à augmenter, consolidant ainsi la domination des fournisseurs de l'UE. Entre 2010 et 2012, la part des trois principaux fournisseurs de l'UE est passée de 3 % du total des importations sud-africaines à 26 % (voir article *Agritrade* « [Baisse des exportations de viande de volaille du Brésil vers l'Afrique en 2013](#) », 31 mars 2014).

La hausse ininterrompue des exportations de viande de volaille de l'UE vers l'Afrique du Sud a conduit les associations de fournisseurs de volaille et d'alimentation pour volaille de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) à demander à l'ITAC d'« utiliser les mesures de sauvegarde prévues dans l'accord UE-Afrique du Sud », afin de gérer le dumping présumé par les exportateurs européens. Les associations ont demandé l'imposition d'un droit anti-dumping de 91 % sur les importations venant d'Allemagne et des Pays-Bas, et de 58 % sur les importations en provenance du Royaume-Uni, conformément à l'article 16 de l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération (ACDC) UE-Afrique du Sud. L'article prévoit l'imposition de sauvegardes provisoires si les impor-

tations « perturbent ou menacent de perturber les marchés de l'autre Partie », en attendant une décision finale du Conseil de coopération de l'ACDC. En l'absence d'un accord au Conseil, « la question doit être portée à l'arbitrage » (voir article *Agritrade* « [Les directives de l'Afrique du Sud sur l'utilisation de dispositions de sauvegarde agricole au titre de l'accord commercial avec l'UE](#) », 5 août 2013). Bien que l'ITAC ait reconnu le problème de prime abord et ait lancé une enquête, cette application de droits anti-dumping a été fortement contestée par l'Association sud-africaine d'importateurs et d'exportateurs de viande (Amie). Aucune décision de l'ITAC n'a été prise depuis la mi-juin 2014.

Dans une décision sans lien avec ce qui précède, en mai 2014, la CE a été habilitée à amender le régime commercial européen pour des pays spécifiques afin de « mieux appliquer les droits de l'UE ». Ceci inclut des mesures pour « défendre les intérêts de l'UE lorsque les pays tiers adoptent des mesures de sauvegarde bilatérales/régionales limitant indûment les échanges commerciaux de l'UE » (voir article *Agritrade* « [Implications pour l'APE de la simplification par l'UE de ses mécanismes de défense commerciale](#) », 15 juin 2014).

Nouveaux défis relatifs à l'utilisation des mesures non tarifaires

Bien que Namib Poultry Industries ait invoqué la protection des industries naissantes en vertu d'une disposition de la SACU, après des consultations publiques, le gouvernement namibien a choisi d'appliquer la loi sur le contrôle des importations et des exportations de 1994 qui permet des contrôles quantitatifs des importations. Ceci a mené à la mise en place

en avril 2013 d'une limite quantitative sur les importations de volaille en Namibie de 600 tonnes par mois, une augmentation à 900 tonnes ayant été décidée en novembre 2013 (le Swaziland n'autorise aucune importation de volaille, tandis que le Botswana dispose d'un régime de licences d'importation minutieusement géré). Ces restrictions quantitatives namibiennes s'appliquent à toutes les sources d'importations de viande de volaille, y compris l'UE et l'Afrique du Sud (voir article *Agritrade* « [Le débat politique sur la volaille s'intensifie dans la SACU](#) », 1^{er} juillet 2013).

À l'inverse, en mai 2014, une décision de la Haute Cour de Windhoek a invalidé l'utilisation des restrictions quantitatives similaires invoquées en vertu de la loi de contrôle des importations et exportations de 1994 qui ont été appliquées dans le secteur laitier, après un recours juridictionnel par les trois entreprises affectées. On ne sait pas si cette décision (qui met l'accent sur les modalités procédurales et l'incertitude juridique découlant des changements dans les accords institutionnels depuis l'indépendance) aura des implications pour l'utilisation des restrictions quantitatives dans le secteur de la volaille. Elle suggère, cependant, une volonté de la part des organismes du secteur privé de défier les politiques nationales qui entendent promouvoir le développement du secteur productif local au travers de l'adoption de mesures de restriction du commerce.

Expansion régionale des entreprises sud-africaines du secteur de la volaille et libéralisation du commerce régional de volaille

À mesure que les entreprises sud-africaines du secteur de la volaille et les détaillants se développent dans

la région, la politique commerciale régionale devient elle aussi de plus en plus complexe. En Namibie, en 2013, les multiples détaillants basés en Afrique du Sud ont appelé Namib Poultry Industries à aligner son prix sur le prix de la volaille importée ou à écouler ses produits ailleurs (voir article *Agritrade* « [Le développement régional des entreprises de la volaille ravive le débat de politique commerciale en Namibie](#) », 12 mai 2013). Par conséquent, bien que la protection des industries naissantes pour l'industrie locale de la volaille soit maintenant en place, les politiques des nombreux détaillants sont susceptibles d'avoir des conséquences importantes sur l'efficacité de la politique. Il n'est pas clair si les actions en justice du secteur privé contre l'utilisation des restrictions commerciales sont susceptibles de se multiplier dans la région.

En termes de développement des entreprises, vu les perspectives plutôt moroses pour le secteur de la volaille sud-africain, les entreprises sud-africaines cherchent à s'étendre au niveau régional. En 2013, Rainbow Chicken a acquis une participation de 49 % dans Zamchick, ce qui reflète les aspirations de l'entreprise à développer ses « propres marques de détail à plus forte valeur ajoutée » et enseigner de « restauration rapide » à travers la région d'Afrique orientale et australe, ciblant des marchés aussi lointains que le Kenya et le Nigeria. Les entreprises sud-africaines du secteur de la volaille pourraient ressentir les conséquences de la hausse des exportations de volaille de l'UE déferlant sur la région, à mesure que les entreprises sud-africaines pénétreront les marchés locaux et intensifieront la concurrence vis-à-vis des producteurs locaux (voir article *Agritrade* « [Le développement régional des entreprises de la volaille ravive](#)

[le débat de politique commerciale en Namibie](#) », 12 mai 2013).

Cette expansion pourrait compliquer les efforts de libéralisation commerciale régionale dans le secteur de la volaille, comme le soulignent les efforts actuels de la Namibie pour obtenir la protection des industries naissantes dans le cadre de l'accord SACU.

Les interdictions d'importation sont toujours utilisées en Afrique de l'Est mais leur efficacité est remise en question

En décembre 2013, la Tanzanie s'est engagée dans un débat sur l'efficacité d'une interdiction d'importation de la viande de volaille imposée par le gouvernement en 2006 pour combattre la grippe aviaire. Malgré cette interdiction, d'après le président de la Tanzania Commercial Poultry Association (TCPA), la volaille importée inonde les marchés urbains côtiers et risque de provoquer l'effondrement imminent de l'agriculture à petite échelle. Ceci s'explique par la « contrebande » de volaille importée via les territoires fédérés de Zanzibar vers le Tanganyika continental. Toutefois, étant donné l'existence de l'union douanière de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la volaille peut entrer librement en Tanzanie depuis d'autres membres de la CAE, notamment le Kenya. Un appel a été lancé pour que le gouvernement tanzanien mette efficacement en œuvre l'interdiction existante, ce qui a débouché sur un programme gouvernemental destiné à augmenter l'inspection des points de vente.

Les importations de volaille suscitent de plus en plus d'inquiétudes dans la CAE, bien que les volumes soient encore faibles. La situation en Tanzanie met en lumière les difficultés

d'appliquer les mesures de politique commerciale dans le secteur de la volaille étant donné les initiatives d'intégration commerciale régionale en cours. (La Tanzanie est membre à la fois de l'union douanière de la CAE et de la zone de libre-échange de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui incluent le Kenya et l'Afrique du Sud respectivement, dont les producteurs de volaille ciblent le marché tanzanien.) Cette situation risque de s'aggraver à mesure que les entreprises sud-africaines se développeront dans la région d'Afrique orientale et australe.

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille en Afrique de l'Ouest et centrale

Des politiques divergentes alimentent la contrebande et posent des défis de sécurité des denrées alimentaires

Malgré l'existence d'un TEC de la CEDEAO de 20 % sur la viande de volaille, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et centrale continuent d'appliquer des politiques commerciales différentes dans le secteur de la volaille, ce qui a une conséquence majeure sur la distribution géographique du commerce d'importation de la viande de volaille, en particulier de morceaux de volaille à bas prix.

« Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et centrale continuent d'appliquer des politiques commerciales différentes dans le secteur de la volaille »

En décembre 2013, la CE a souligné la forte croissance de la demande de volaille européenne enregistrée au Bénin (voir article *Agritrade* « [Croissance continue des exportations](#)

[de viande de volaille de l'UE ciblant certains marchés africains](#) », 3 mars 2014). Toutefois, ce commerce vise essentiellement le marché nigérian étant donné l'interdiction nigérienne à l'encontre des importations de viande de volaille. Certains affirment que 95 % des importations de volaille vers le Bénin sont écoulées sur le marché nigérian (voir article *Agritrade* « [Les exportations croissantes de volaille de l'UE pourraient cibler de plus en plus l'Afrique du Sud](#) », 8 septembre 2013). Non seulement cela mine les efforts du Nigeria visant à développer son secteur national de la volaille mais cela soulève également de sérieuses préoccupations en matière de sécurité des denrées alimentaires, puisque les morceaux de volaille sont à maintes reprises dégelés et surgelés à nouveau durant les opérations de contrebande. Dans ce contexte, cette hausse constante des exportations de volaille de l'UE vers le Bénin est susceptible d'exacerber plus encore les tensions dans les relations commerciales entre le Nigeria et le Bénin.

« Les exportations de l'UE au Bénin visent essentiellement le marché nigérian »

D'après le contrôleur général des services des douanes du Nigeria, « tant que les pays au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'auront pas harmonisé leurs traités, systèmes tarifaires et nomenclatures, le problème de la contrebande ne pourra être définitivement réglé » (voir article *Agritrade* « [Les exportations de volaille vers l'Afrique continuent d'augmenter](#) », 19 janvier 2014). Dans le cas de la volaille, le problème réside dans les politiques très différentes du Nigeria et du Bénin. Ces politiques divergentes pourraient devenir de plus en plus problématiques à mesure que la CEDEAO avancera dans la

mise en œuvre du TEC finalement approuvé en mars 2013 (voir article *Agritrade* « [Le TEC de la CEDEAO finalement adopté tandis que les organisations de producteurs expriment des craintes](#) », 22 avril 2013). La situation serait exacerbée si le Nigeria venait à rester à l'écart de l'accord de partenariat économique (APE) actuel de la région d'Afrique de l'Ouest. En effet, il semble que des mesures commerciales nationales supplémentaires soient à l'examen au Nigeria, au cas où un APE régional n'impliquant pas le Nigeria devait être conclu.

Ces développements soulignent l'importance croissante des appels à l'adoption d'une politique commerciale commune pour l'Afrique de l'Ouest.

Le Nigeria n'est pas le seul pays à interdire les importations de viande de volaille. Le Sénégal a initialement imposé une interdiction d'importation en 2005 en réponse aux préoccupations soulevées par la grippe aviaire ; en octobre 2013, le ministre de l'agriculture annonçait le maintien de l'interdiction pour aider à stimuler davantage le secteur de la volaille local. Bien que cette mesure ait été reconnue comme étant contraire aux règles de l'OMC, il semble que revenir sur cette mesure exposerait les producteurs et investisseurs nationaux à une concurrence extrême (voir article *Agritrade* « [Le Sénégal entend maintenir l'interdiction d'importation de volaille](#) », 24 novembre 2013). D'après ce que rapporte la presse, rien ne permet vraiment d'affirmer que l'interdiction d'importation de volaille au Sénégal a conduit à des augmentations de prix importantes pour les consommateurs. Ceci est peut-être lié à l'ampleur de la contrebande de viande de volaille dans le pays, bien qu'elle n'atteigne pas les mêmes proportions qu'au Nigeria.

En revanche, à la fin novembre 2013, le gouvernement de la Gambie a annoncé qu'il « levait son interdiction d'importation de cuisses de poulet d'une durée de cinq mois », qui avait été introduite pour des raisons sanitaires. Toutefois, la nécessité de doper la production alimentaire nationale avait également été évoquée lors de l'introduction de l'interdiction. Des certificats de sécurité des denrées alimentaires étant toujours requis pour que les importations puissent légalement avoir lieu (y compris la preuve que la viande de volaille est exempte d'hormones), de véritables préoccupations sanitaires semblent avoir été le principal facteur ayant motivé l'introduction de l'interdiction et sa levée ultérieure.

En Afrique centrale, le Cameroun continue d'appliquer son interdiction d'importation de volaille congelée et de volaille vivante (y compris pour les poussins d'un jour) pour protéger la production locale. Néanmoins, le gouvernement rappelle la nécessité de se montrer flexible et d'accorder des dérogations *ad hoc* à ces interdictions pour satisfaire la demande de viande de volaille, estimée entre 30 000 et 31 500 tonnes par an. Un système de licences d'importation en réponse à une demande croissante des consommateurs est par conséquent maintenu au Cameroun. Lutter contre les effets perturbateurs des importations est considéré comme un point capital du développement du secteur de la volaille du Cameroun. Toutefois, son classement dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International semble susciter quelques craintes concernant la transparence et le caractère responsable des accords de licence d'importation de volaille.

En novembre 2013, un investissement de 3,2 millions \$US dans une

nouvelle installation de production de volaille a été annoncé, visant à doper la production de volaille du Cameroun, pour la faire passer de 207 000 à 528 000 poulets par an. Le gouvernement soutient les efforts visant à moderniser les méthodes de production traditionnelles, afin de répondre à la demande croissante des consommateurs.

Des mesures du côté de l'offre aux mesures commerciales

Contrairement aux positions politiques adoptées par le Nigeria et le Sénégal, à ce jour, le Ghana a appliqué uniquement le droit d'importation convenu au sein de la CEDEAO et les frais administratifs standard sur les morceaux de volaille importés. Jusqu'il y a peu, la politique gouvernementale mettait l'accent sur le soutien aux mesures du côté de l'offre ; toutefois, depuis février 2013, un examen de la politique participative est en cours. Celui-ci met l'accent sur le renforcement du système de licences d'importation pour la volaille, vu que les importations de volaille du Ghana ont quadruplé depuis 2002 et que les capacités d'approvisionnement nationales se sont contractées à environ 10 % de la consommation nationale de volaille. Un Conseil de la volaille va maintenant être créé pour réguler le secteur et identifier les moyens d'aborder à la fois les contraintes de l'offre et les effets des importations sur le marché intérieur (voir article *Agritrade* « [Le secteur ghanéen de la volaille continue à faire face à des difficultés malgré une hausse des prix des importations](#) », 23 septembre 2013).

Le 25 février 2014, le ministre ghanéen du commerce et de l'industrie a annoncé que le gouvernement était prêt à « interdire l'importation de riz et de volaille » (voir article *Agritrade* « [Le](#)

[gouvernement du Ghana entend réviser ses politiques commerciales pour le secteur de la volaille et du riz](#) », 17 mai 2014) une fois que l'infrastructure institutionnelle pour la gestion du commerce international aura été mise en place via la Commission du commerce international (voir article *Agritrade* « [Le Ghana envisage de créer une Commission du commerce international](#) », 24 avril 2014). Toutefois, il a été noté que « toute interdiction prématurée avant la création d'une capacité locale serait désastreuse, puisque cela encouragerait la contrebande et aurait également un effet d'escalade des prix ». En mai 2014, il a été annoncé qu'à l'avenir « un importateur de volaille congelée doit acheter localement 40 pour cent de la quantité qu'il importe avant de se voir accorder une licence d'importation ». Des mesures similaires sont actuellement proposées pour développer les chaînes d'approvisionnement locales d'alimentation animale.

Le gouvernement ghanéen est en quête du bon séquençage et équilibrage des mesures commerciales et en faveur de l'offre, dans le cadre d'une stratégie intégrée pour le développement du secteur de la volaille. Il n'est pas clair si les mesures visant à limiter les importations de viande de volaille iront à l'encontre des engagements consentis dans le cadre de l'APE intérimaire Ghana-UE.

Enjeux et tendances dans les développements du secteur de la volaille dans les Caraïbes et le Pacifique

Flexibilités tarifaires, distorsions et renforcement du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement locales de la volaille

Dans la région ACP des Caraïbes, l'engagement envers un régime commercial protectionniste de la volaille ne peut être dissocié de la proximité de la région avec deux grands exportateurs de volaille, à savoir les États-Unis et le Brésil.

« Dans la région ACP des Caraïbes, le régime largement protectionniste intègre des flexibilités »

Le régime largement protectionniste, cependant, intègre des flexibilités permettant aux gouvernements nationaux de modifier ou de suspendre l'application du TEC convenu (voir article *Agritrade* « [Les producteurs de volaille de la Barbade réclament des droits de douane plus élevés sur la viande de volaille](#) », 24 novembre 2013). La gestion de ce régime flexible pour concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs n'a pas toujours été facile, des pénuries de viande de volaille étant signalées à Trinité-et-Tobago en août 2013, après l'imposition de droits de douane supplémentaires en avril 2013.

Dans le cadre de ces dispositions, en septembre 2013, les producteurs de volaille de la Barbade ont demandé l'imposition d'un droit d'importation de 184 % sur les morceaux de volaille transformés, en invoquant le fait que le tarif réduit de 20 % introduit en juin 2013 était « une insulte au secteur local » (voir article *Agritrade* « [Les producteurs de volaille de la Barbade réclament des droits de douane plus élevés sur la viande de volaille](#) », 24 novembre 2013). Les producteurs de volaille locaux redoutaient que les dispenses spéciales introduites pour répondre aux besoins des franchises de la restauration rapide nouvellement établies (Burger King et Subway) soient discriminatoires et préjudiciables, créant des failles qui

alimentent les importations et portent préjudice au développement de la transformation locale.

Une approche plus nuancée avait été précédemment préconisée par le président de la Barbados Agricultural Society qui, en mars 2013, avait appelé les opérateurs des nouvelles franchises de restaurants à informer plus tôt les producteurs de volaille locaux de leurs plans d'investissement et leurs exigences en matière de produits. Cette information fournie à un stade plus précoce permettrait aux producteurs locaux d'investir dans des modernisations technologiques en vue de satisfaire aux exigences en matière de produits de ces chaînes de restauration rapide, plutôt que de favoriser la dépendance à l'égard des produits importés sur la base d'exemptions tarifaires spécifiques (voir article *Agritrade* « [Appel à une meilleure information sur les plans des distributeurs afin de stimuler le développement du secteur](#) », 18 mai 2013).

En mai 2013, le Jamaica Broilers Group a annoncé qu'il investissait 2,27 millions € pour produire du poulet, du bœuf, du porc et même du poisson, y compris les « produits prêts à consommer comme les nuggets de poulet qui sont actuellement importés ». Ceci souligne les possibilités pour la production locale de volaille de se conformer aux exigences des opérateurs de franchises (voir article *Agritrade* « [Les discussions sur les tarifs à l'importation à la Barbade abordent la question de l'augmentation de l'approvisionnement local](#) », 15 juillet 2013). En mai 2014, JBG a annoncé un investissement de 7,5 millions \$US visant à tripler la capacité de stockage des silos dans son installation d'alimentation animale de 230 000 tonnes. L'investissement entend garantir un

stockage de qualité, améliorer la capacité à gérer les prix volatils des céréales et renforcer l'efficacité de la manutention.

Les questions SPS et de sécurité des denrées alimentaires sont toujours un problème dans le commerce intra-régional

En juin 2013, un différend sujet à polémique en matière de normes SPS et de sécurité des denrées alimentaires a débouché sur une interdiction imposée par Haïti sur l'importation de viande de volaille et d'œufs de la République dominicaine. Ce différend s'est poursuivi au cours du deuxième trimestre de 2014, bloquant effectivement le commerce de volaille.

Le différend coïncidait avec les efforts visant à relancer le secteur de la volaille haïtien après le tremblement de terre dévastateur de 2010. En effet, le Dr Michel Chancy, le secrétaire d'État haïtien pour la production animale, a décrit le différend comme « une opportunité d'obtenir des produits de qualité et de bâtir un marché national ».

Hausse des importations et problèmes émergents dans le commerce intra-régional de volaille dans le Pacifique

Dans les pays ACP du Pacifique, les coûts élevés de l'alimentation animale et d'autres coûts continuent de miner la compétitivité du secteur de la volaille, le commerce de morceaux de volaille résiduels aggravant les défis commerciaux rencontrés. Les chiffres publiés dans le rapport *Global Poultry Trends 2013* ont fait apparaître une augmentation d'au moins 300 % des importations de viande de volaille vers les pays ACP du Pacifique entre 2000 et 2011 (la dernière année

pour laquelle les données sont disponibles), passant de 9 609 tonnes à 34 791 tonnes. Tonga et Samoa représentent ensemble près de 58,6 % de ces importations en 2011 et, avec la PNG, 76,3 %. Les chiffres montrent une accélération de la croissance des importations de viande de volaille vers le Pacifique depuis 2006, ces importations augmentant de 139 % pour les neuf pays PACP couverts par l'examen (voir article *Agritrade* « [Tendances des exportations de volaille vers les pays ACP du Pacifique](#) », 27 janvier 2014).

La situation varie cependant d'un pays à l'autre, les importations dans l'un des plus grands marchés, à savoir Fidji, reculant de 42 % entre 2006 et 2011. Cela traduit une augmentation de la production de volaille « d'environ 11 millions de poulets par an en 2008 à plus de 15 millions » au début de 2012. Auparavant, l'adoption de mesures politiques avait eu pour but d'atteindre l'autosuffisance nationale et les investissements de Goodman Fielder Nouvelle-Zélande ciblaient non seulement le marché fidjien mais aussi les marchés régionaux s'ouvrant en vertu de nouveaux accords commerciaux, en particulier l'accord commercial du Groupe mélanésien Fer de lance (MSGTA) (voir article *Agritrade* « [Le secteur de la volaille fidjien entend se développer malgré les tensions régionales](#) », 18 juin 2012).

« La Poultry Industry Association a suggéré que la PNG est devenue une zone de dumping de morceaux de viande rouge de qualité inférieure et grasse »

Les importations de viande de volaille vers la PNG ont une fois encore été l'objet de critiques en novembre 2013. La Poultry Industry Associa-

tion (PIA) a accusé les négociants de volaille de se faire de l'argent aux dépens des producteurs de volaille locaux. En moyenne, les importateurs paient 1,12 dollar australien/kg pour la volaille surgelée et réfrigérée, avec une valeur débarquée de 2,74 dollars australiens/kg, alors que les coûts de production en Australie sont d'environ 3,18 dollars australiens/kg. Les produits de la volaille étant exportés à un prix nettement inférieur au coût moyen de la volaille australienne, certains affirment que la PNG est devenue une « zone de dumping » de « morceaux de viande rouge de qualité inférieure et grasse », qui ne trouvent pas acquéreur sur les marchés en Australie et en Nouvelle-Zélande (voir article *Agritrade* « [Tendances des exportations de volaille vers les pays ACP du Pacifique](#) », 27 janvier 2014). Cependant, il n'y a eu aucun recours commercial engagé pour ce dumping.

3. Implications pour les pays ACP

Concilier l'utilisation des instruments de politique commerciale avec les engagements des accords commerciaux

Étant donné les tendances de prix mondiales et la demande croissante des consommateurs, certains gouvernements ACP cherchent à développer la production nationale de viande de volaille au travers d'une utilisation plus active des instruments de politique commerciale. Mais les engagements politiques consentis par le biais d'accords commerciaux avec l'UE pourraient limiter l'utilisa-

tion de ces instruments. Il s'agit là d'une source de préoccupation étant donné le rôle majeur joué par l'UE dans les importations de produits de la volaille vers l'Afrique, les opportunités de moins en moins nombreuses pour les exportateurs de l'UE dans les marchés non ACP (par ex. la Russie) et le développement prévu des exportations de viande de volaille de l'UE jusqu'en 2023.

Autre préoccupation majeure, l'ampleur du subventionnement croisé des exportations de volaille de l'UE découlant du régime d'importation contingenté de l'UE, qui est un élément central des discussions actuelles sur l'invocation des dispositions de sauvegarde dans le secteur de la volaille au titre de l'ACDC UE-Afrique du Sud. L'issue de cette discussion devrait avoir des implications pour les négociations actuelles sur une clause de sauvegarde agricole dans l'APE SADC-UE et l'application de dispositions de sauvegarde dans les APE ACP-UE.

« La manière dont l'UE interprète les dispositions de l'APE pourrait avoir un impact sur le commerce du secteur de la volaille »

De même, la manière dont l'UE interprète la disposition de l'APE relative à l'élimination des restrictions quantitatives, et des mesures ayant des effets équivalents aux droits de douane, pourrait avoir un impact sur les développements politiques du commerce du secteur de la volaille en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes.

Vers la formulation d'une politique commerciale régionale de la volaille

L'efficacité des mesures nationales de politique commerciale du secteur

de la volaille a été remise en question en Afrique de l'Est et de l'Ouest dans le contexte de l'intégration commerciale régionale. Une harmonisation des politiques commerciales nationales applicables au secteur de la volaille semble nécessaire au niveau régional, afin de faire face à la contrebande à grande échelle de morceaux de volaille « congelés », qui sape les politiques nationales du secteur de la volaille et présente une menace pour la santé publique.

Renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de la volaille

Une approche politique axée sur un dialogue multi-intervenants semble s'imposer dans certaines régions ACP pour aborder les contraintes de l'offre, conjuguée à une utilisation sélective et ciblée de mesures de politique commerciale. Cette approche pluridimensionnelle pourrait potentiellement aider à apaiser les tensions régionales dans le commerce du secteur de la volaille, à condition d'être établie avec succès au niveau national et reproduite au niveau régional, mais cela exige une organisation institutionnelle et une capacité administrative qui ne sont peut-être pas encore en place. Les gouvernements ACP pourraient, cependant, échanger utilement les expériences sur les exigences institutionnelles et administratives pour la

mise en œuvre fructueuse de telles initiatives pluridimensionnelles, afin de renforcer le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement locales.

La question du renforcement du fonctionnement des chaînes d'approvisionnement locales – de manière à ce que la forte croissance du secteur de la restauration rapide et de l'industrie du tourisme se traduise par un essor de la production locale – gagnerait également à faire l'objet d'une initiative politique. Cela exigera le développement d'un dialogue plus étroit entre les multinationales étrangères et les producteurs agricoles locaux sur les normes et exigences en matière de produits. Ce dialogue pourrait faciliter le développement de l'ajout de valeur dans le secteur de la volaille et réduire les besoins en importations.

Établir des normes régionales d'hygiène et de qualité harmonisées

Pour créer des marchés régionaux de produits de la volaille pouvant être correctement gérés face à l'importation de morceaux de volaille congelés et à bas prix, des normes d'hygiène et de qualité régionales communes pour la production et le commerce de la volaille devront être mises en place et appliquées.

Ces actions pourraient aider à répondre aux aspirations de développement du secteur de la volaille

national et aux préoccupations de santé publique découlant des flux commerciaux non officiels.

« Pour créer des marchés régionaux de produits de la volaille, des normes d'hygiène et de qualité régionales communes devront être mises en place »

Elles pourraient également réduire l'utilisation de mesures SPS en tant que barrières au commerce intra-régional de volaille.

Règles d'origine pour la volaille régionale

Dans certaines régions ACP, notamment le Pacifique, des multinationales du secteur de la volaille sont en train d'investir pour tirer profit des accords commerciaux intra-régionaux. Compte tenu de l'ampleur des importations dans ces opérations, des problèmes de règles d'origine pourraient potentiellement se poser. Cela pourrait exiger la mise en place d'accords commerciaux intra-régionaux pour la volaille, liés à l'instauration progressive de mesures visant à développer l'approvisionnement local d'intrants du secteur de la volaille utilisés dans la production de viande de volaille pour l'exportation intra-régionale selon des conditions tarifaires préférentielles.

Principales sources

1. FAO, « Food Outlook », mai 2014

<http://www.fao.org/docrep/019/I3751E/I3751E.pdf>

2. ILRI/FAO/World Bank/IBAR/ Bill & Melinda Gates Foundation, « Business and livelihoods in African livestock », février 2014

<http://www.fao.org/docrep/019/i3724e/i3724e.pdf>

3. *The Namibian*, « Court sets aside dairy import limits », 19 mai 2014
http://www.namibian.com.na/index.php?id=12989&page_type=story_detail&category_id=1

4. *BusinessDay*, « Chicken imports row rages on », 20 avril 2014
<http://www.bdlive.co.za/business/trade/2014/04/20/chicken-imports-row-rages-on>

5. USDA, « 2013 Exporting to Cameroon », GAIN Report, 14 mars 2013
http://gain.fas.usda.gov/Recent%20GAIN%20Publications/2013%20Exporting%20to%20Cameroon%20_Lagos_Cameroon_3-13-2013.pdf

6. *African Farming*, « New US\$3.2 million chicken facility to be built in Cameroon », 7 novembre 2013
<http://www.africanfarming.net/livestock/poultry/new-us-3-2-million-chicken-facility-to-be-built-in-cameroon>

7. *Thepoultrysite.com*, « President pledges adequate funding to poultry farmers », 7 mai 2014
<http://www.thepoultrysite.com/poultrynews/32180/president-pledges-adequate-funding-to-poultry-farmers>

8. *The Citizen*, « Chicken imports killing Dar's poultry farming », 2 décembre 2013
<http://www.thecitizen.co.tz/News/How-cheap-imports-are-killing-poultry-farming/-/1840392/2095298/-/4rxtva/-/index.html>

9. *Thepoultrysite.com*, « Ministry planning inspection of poultry imports », 25 novembre 2013
<http://www.thepoultrysite.com/poultrynews/30708/ministry-planning-inspection-of-poultry-imports>

10. *Devsur.com*, « Suriname could play a role in stock feed, poultry production », 13 octobre 2013
<http://www.devsur.com/suriname-could-play-a-role-in-stock-feed-poultry-production/2013/10/13/>

11. *Thepoultrysite.com*, « Fiji looking to distribute Brazilian chicken meat in the Pacific », 24 septembre 2013
<http://www.thepoultrysite.com/poultrynews/30119/fiji-looking-to-distribute-brazilian-chicken-meat-in-the-pacific>

12. *Guardian* (Trinité-et-Tobago), « Poultry shortages in south and central Trinidad », 11 août 2013
<http://www.guardian.co.tt/business/2013-08-11/poultry-shortages-south-and-central-trinidad>

13. *Miami Herald*, « Haiti, Dominican Republic chicken war highlights trade inequities », 7 juillet 2013
<http://www.miamiherald.com/2013/07/07/3489665/haiti-dominican-republic-chicken.html>

À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en décembre 2014 afin de prendre en compte les développements depuis septembre 2013. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int